

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle,
énergétique et numérique

Arrêté du 9 septembre 2026

**portant nomination au comité consultatif national de règlement amiable des différends
relatifs aux marchés publics**

NOR : ECOM2623954A

**Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle,
énergétique et numérique,**

Vu le code de la commande publique, notamment ses articles R. 2197-6 à R. 2197-10 ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2023 portant nomination au comité consultatif national de
règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ;

Vu la proposition du ministère de la justice en date du 28 août 2026,

Arrête :

Article 1^{er}

Pour le ministère de la justice, la liste nominative des représentants de l'Etat mentionnés au 3° de l'article R. 2197-6 du code de la commande publique pour siéger au comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics est arrêtée comme suit, à compter du 13 novembre 2026 :

- Monsieur Hervé HUBERT, sous-directeur du pilotage et de l'optimisation des moyens, direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Madame Rafaele CLAMADIEU, sous-directrice adjointe du pilotage et de l'optimisation des moyens, direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Monsieur Mathieu LANNES, chef du bureau de la programmation et de l'exécution, sous-direction du pilotage et de l'optimisation des moyens, direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Madame Sandrine VENERA, responsable ministérielle des achats, sous-directrice des achats et des opérateurs, service des finances, des achats et de la conformité, secrétariat général ;
- Madame Sarah BEDHIAF, cheffe du département ministériel des achats, adjointe à la responsable ministérielle des achats, sous-direction des achats et des opérateurs, service des finances, des achats et de la conformité, secrétariat général ;

- Madame Insaf GASSA, adjointe à la cheffe du département ministériel des achats, sous-direction des achats et des opérateurs, service des finances, des achats et de la conformité, secrétariat général ;
- Monsieur Philippe MONNOT, chef du service de l'immobilier ministériel, service de l'immobilier ministériel, secrétariat général ;
- Monsieur Gonzague de CHANTERAC, adjoint au chef du service de l'immobilier ministériel, service de l'immobilier ministériel, secrétariat général ;
- Monsieur Emmanuel BATISTA, Chef du département de l'immobilier judiciaire parisien, de l'administration centrale et des outre-mer, service de l'immobilier ministériel, secrétariat général ;
- Monsieur Albin HEUMAN, chef du service du pilotage et du soutien de proximité, service du pilotage et du soutien de proximité, secrétariat général ;
- Madame Judy KINGUE MANGA, adjointe au chef du service du pilotage et du soutien de proximité, service du pilotage et du soutien de proximité, secrétariat général ;
- Madame Myriam GIDELLES, sous-directrice gestion et ressources, direction du numérique, secrétariat général ;
- Madame Christine JULARD, sous-directrice des finances, de l'immobilier et de la performance, sous-direction des finances, de l'immobilier et de la performance, direction des services judiciaires ;
- Monsieur Gautier LEFORT, adjoint à la sous-directrice des finances, de l'immobilier et de la performance, sous-direction des finances, de l'immobilier et de la performance, direction des services judiciaires ;
- Madame Géraldine MARMORAT, cheffe du bureau du pilotage des frais de justice, sous-direction des finances, de l'immobilier et de la performance, direction des services judiciaires ;
- Madame Anne VOELTZEL-LEVÊQUE, directrice opérationnelle, agence publique pour l'immobilier de la justice ;
- Madame Carolina GARCIA-PELAYO, directrice opérationnelle, agence publique pour l'immobilier de la justice ;
- Monsieur Marc TRAMONI, directeur général adjoint en charge des ressources et de la transformation, agence publique pour l'immobilier de la justice.

La durée du mandat est fixée à trois ans à compter de cette date.

Article 2

La directrice des affaires juridiques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* de l'administration centrale des ministères économiques et financiers.

Fait le 9 septembre 2026

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des affaires juridiques
Marie-Astrid NICOLAZO de BARMON